

LA CHRONIQUE DE... MICHEL GODET (*)

Manger ou se déplacer, il faudra peut-être choisir

Depuis les accords de Berlin et le compromis de Luxembourg de 2003, la fin de la PAC est programmée pour 2013. D'ici là vont progressivement s'instaurer la libéralisation des marchés, la diminution des subventions, y compris à l'exportation, et les aides directes aux agriculteurs. Il est vrai qu'on subventionnait les produits : 80 % des aides allaient ainsi aux 20 % d'agriculteurs qui produisaient, le plus souvent de façon intensive, au détriment des ressources en eau et de l'environnement.

La PAC représente plus de 40 % des dépenses communautaires pour 2 % de la population active. Ses adversaires ne manquent pas de mettre ce chiffre en avant pour réclamer son démantèlement, au nom des autres priorités européennes, imposées par l'élargissement, et, tout simplement, de la modernité qui invite à développer la recherche, la formation, les infrastructures et les politiques sociales.

En réalité, l'agriculture est le seul domaine où la politique communautaire a remplacé les politiques nationales et l'aide publique totale, européenne et nationale, qui est consacrée en Europe à l'agriculture, ne dépasse pas sa proportion dans la population active. La PAC a été un formidable succès. Mais elle devra être révisée en profondeur.

L'agriculture raisonnée, soucieuse de traçabilité et de respect de l'environnement n'est qu'un premier pas vers l'agriculture durable. Il est vrai que les subventions accordées dans les pays riches conduisent à des prix mondiaux déconnectés des coûts de production et trop bas pour rémunérer les productions et les exportations des pays les moins développés. En raison du poids des États-Unis, le prix mondial des produits agricoles est souvent un prix de dumping apte à assurer l'écoulement des excédents américains.

“LE RISQUE DE DÉPENDANCE ALIMENTAIRE N'EST PAS MOINS SÉRIeux QUE CELUI DE L'ÉNERGIE. IL FAUDRA EN TENIR COMPTE DANS LES RÉFORMES À VENIR DE LA PAC. ”

Si réviser la PAC, dans le sens du développement durable, s'impose, le faire indépendamment de la pression des États-Unis ne sera pas moins important. L'Europe ne doit pas baisser la garde. Les aides sont un peu inférieures en volume aux États-Unis, mais plus élevées par agriculteur. Ce n'est donc pas le moment de démanteler chez nous, et sans réfléchir, ce que les États-Unis renforcent chez eux. L'arme alimentaire ne peut être laissée aux seuls États-Unis. L'Europe aussi doit en disposer.

Le risque de pénurie (en fonction



J.L. DOLMAIRE/MAXPPP

des aléas climatiques et de l'augmentation de la demande mondiale) et de flambée des cours n'est pas une vue de l'esprit quand on sait que les réserves de céréales ne représentent que deux mois de consommation mondiale contre plus de cinquante ans de réserves prouvées de pétrole au prix de 50 dollars le baril et sans doute le double à 70 dollars. Le risque de dépendance alimentaire n'est pas moins sérieux que celui de l'énergie. Il faudra en tenir compte dans les réformes à venir de la PAC. À défaut, on risque de devoir choisir entre manger ou se déplacer.

À l'échelle planétaire, ce risque est renforcé par la perspective du développement des biocarburants. Celui-ci est prometteur, mais son développement pose le redoutable problème des recettes fiscales, car les quatre cinquièmes du prix des carburants sont constitués de taxes.

Biocarburants. La compétition avec les cultures alimentaires est une autre limite relevée par les experts : pour parvenir à substituer 10 % de la demande mondiale en carburant en 2025, il faudrait y consacrer 410 millions d'hectares de terres cultivables, soit 29 % de la surface agricole utile de la planète. C'est dire que l'apport de l'agriculture à l'indépendance énergétique restera limité par les contraintes de l'indépendance alimentaire. En outre, la production de biocarburants à partir de cultures dédiées nécessite un apport d'énergie

pour l'exploitation et la fabrication du carburant ; il faut aujourd'hui consommer environ 1 litre de produits pétroliers pour produire en moyenne 2 à 3 litres de biocarburant.

Secteurs porteurs d'identité. Enfin, la France est un des principaux espaces verts de l'Europe, à ce titre son agriculture doit rester paysanne, c'est-à-dire à forte présence humaine, habitant et entretenant ses paysages façonnés au cours des siècles. À cette fin, il est bon de passer, comme le prévoit la réforme de la PAC, de l'aide aux produits à l'aide aux producteurs et de rémunérer la qualité, le respect de l'environnement ainsi qu'un certain nombre de produits et services non marchands, mais d'utilité collective.

Retenons le message que délivre l'agriculture : la mondialisation des marchés et des économies a des limites. Faute de protéger les secteurs vitaux pour l'indépendance stratégique (alimentaire et énergétique) et porteurs d'identité et de valeurs patrimoniales, on prend le risque de déstructurer les sociétés en bouleversant les modes de vie et de relation, tout en hypothéquant l'avenir des générations futures. C'est aussi au nom du développement durable qu'il faut maintenir le dynamisme de l'agriculture européenne. ■

(*) Professeur au Conservatoire national des arts et métiers, membre du Conseil d'analyse économique.